



La lettre des adhérents Artisans & Commerçants

15 OCTOBRE 2019 – N° 13/2019

FISCAL

IMPÔT SUR LE REVENU

« Zones blanches » : précisions sur la dispense de télédéclaration et de télépaiement

Jusqu'au 31 décembre 2024, les contribuables personnes physiques qui résident dans des zones où aucun service mobile n'est disponible (« zones blanches ») sont dispensés de déclarer leurs revenus et de payer leurs impôts par voie électronique (L. n° 2018-727, 10 août 2018, art. 6).

L'Administration fiscale vient de préciser que les majorations ou amendes qui auraient été appliquées à tort à ces personnes peuvent faire l'objet d'un dégrèvement sur demande écrite et motivée du contribuable. La demande doit être complétée de toute pièce susceptible de **justifier la résidence de la personne physique dans une zone blanche**, par exemple la réponse négative des opérateurs concernant la couverture mobile du domicile ou les cartes des déploiements mobiles publiées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (BOI-CF-INF-10-40-50, 2 oct. 2019, § 60).

Les contribuables dispensés de télépayer leurs impôts restent tenus, le cas échéant, de les **régler par prélèvement** lorsque cette obligation s'applique (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, contribution à l'audiovisuel public et taxe foncière de plus de 300 €) étant précisé que :

- **pour les taxes foncières et la taxe d'habitation**, la souscription d'un contrat de prélèvement mensuel ou à l'échéance est possible par tous moyens (téléphone fixe, courrier ou auprès d'un centre des finances publiques) ;
- **l'impôt sur le revenu** est, par principe, acquitté par prélèvement émis par l'administration fiscale sur le compte bancaire dont l'identification est fournie par l'usager sur sa déclaration de revenus ou adressée à son centre des finances publiques (BOI-REC-PART-10-40, 2 oct. 2019, § 345).

Source : BOI-CF-INF-10-40-50, 2 oct. 2019, § 60 ; BOI-REC-PART-10-40, 2 oct. 2019, § 345

CHARGES SOCIALES SUR SALAIRES

Campagne d'information AGIRC-ARRCO en faveur de la mensualisation des cotisations

En septembre, l'AGIRC-ARRCO a lancé une campagne d'information auprès des entreprises qui règlent leurs cotisations retraite complémentaire en échéance trimestrielle. Son objectif est de **généraliser le paiement mensuel à compter du 1^{er} janvier 2020**.

Les entreprises visées par la campagne d'information, qui ont un choix à faire (acceptation ou refus d'être mensualisées), doivent se connecter au plus tard le 3 décembre 2019 sur <https://www.agirc-arrco.fr/services-en-ligne/je-suis-une-entreprise/> ou sur le site internet de leur caisse de retraite complémentaire. Elles doivent renseigner leur SIREN et la clé secrète communiquée dans le courrier d'information.

La décision de l'entreprise s'applique à tous ses établissements.

Les entreprises sont invitées dans le courrier à faire part de leur choix à leur tiers-déclarant. L'expert-comptable peut se substituer à son client pour signifier sa décision : il devra alors récupérer auprès de son client la clé secrète communiquée dans le courrier.

Source : www.net-entreprises.fr, Actualité du 4 oct. 2019

L'URSSAF rappelle les principes de l'extension de la réduction générale des cotisations aux contributions chômage à compter du 1^{er} octobre 2019

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la réduction générale des cotisations est étendue aux cotisations de retraite complémentaire et, pour certains employeurs, aux contributions patronales d'assurance chômage. A compter du 1^{er} octobre 2019, **tous les employeurs éligibles à la réduction générale bénéficient de l'extension de cette réduction aux contributions patronales chômage**.

Ce changement implique des modifications dans les modalités de déclaration de la réduction générale pour les périodes d'emploi courant à compter du 1^{er} octobre 2019, dont les données sont déclarées au plus tard les 5 ou 15 novembre.

Pour en savoir plus sur les modalités pratiques, consultez le site internet de l'URSSAF à l'adresse suivante : <https://www.urssaf.fr/portail/home/actualites/toute-lactualite-employeur/extension-de-la-reduction-genera.html>

Source : URSSAF, Actualité 27 sept. 2019, www.urssaf.fr

DURÉE DU TRAVAIL

Une nouvelle zone touristique internationale est créée à « Paris La Défense »

Dans le périmètre des zones touristiques internationales (ZTI), il est possible de **déroger au repos dominical des salariés** pour les établissements de vente au détail qui mettent à disposition des biens et des services (C. Trav. art. L. 3132-25-3 et L. 3132-25-4) et donner le repos hebdomadaire par roulement pour tout ou partie du personnel par voie de conséquence.

A compter du 30 septembre 2019, une nouvelle ZTI vient d'être reconnue à **Puteaux et Courbevoie**. Dénommée « Paris La Défense », elle comprend le périmètre délimité par le boulevard circulaire de La Défense.

Source : A. 25 sept. 2019 : JO 29 sept. 2019

FORMATION PROFESSIONNELLE

Chefs d'entreprises artisanales : déclaration en DSN d'octobre 2019 de la contribution à la formation professionnelle (CFP)

L'URSSAF vient de rappeler que la contribution à la formation professionnelle (CFP) des chefs d'entreprises artisanales qui ne sont pas travailleurs indépendants doit être déclarée dans la DSN de septembre 2019, à échéance d'octobre 2019 (soit le 5, soit le 15 octobre), au titre de l'exercice 2020.

Cette déclaration doit être effectuée au niveau agrégé (bloc 23 de CTP 662) et au niveau individuel (bloc 81). Pour mémoire, le versement de la CFP permet de bénéficier d'un droit à prise en charge de sessions de formation professionnelle par le conseil de la formation institué auprès de la chambre de métiers et de l'artisanat de niveau régional ou par le fonds d'assurance formation des chefs d'entreprise artisanale (FAFCEA).

Pour plus d'informations, V. <http://www.dsn-info.fr/documentation/declarer-cotisations-urssaf-en-dsn.pdf>

Source : URSSAF, Actualité du 2 oct. 2019, www.urssaf.fr

JURIDIQUE

DROIT DE L'ENTREPRISE

Les nouvelles règles en matière de statut du conjoint de l'exploitant et d'EIRL

Adoptée en mai dernier, la loi PACTE a apporté un certain nombre de modifications en matière de droit de l'entreprise dont certaines viennent d'entrer en vigueur.

Statut du conjoint de l'exploitant. - Tout d'abord, afin de **renforcer la protection sociale** du conjoint de l'exploitant, la loi PACTE prévoit qu'en cas de **participation régulière à l'activité de l'entreprise libérale, commerciale ou artisanale**, celui-ci doit choisir entre l'un des trois statuts offerts par la loi : conjoint collaborateur, conjoint salarié ou conjoint associé.

Ce choix doit obligatoirement être **mentionné auprès du CFE** (Centre de Formalités des Entreprises) lors de la création de l'entreprise ou en cas de déclaration modificative. À défaut de déclaration, la loi stipule que le conjoint a opté tacitement pour le statut de **conjoint salarié**, statut le plus protecteur.

En outre, la loi supprime le **seuil de 20 salariés** à ne pas dépasser dans l'entreprise pour pouvoir bénéficier du statut de conjoint collaborateur.

Le décret d'application relatif au statut du conjoint de l'exploitant vient d'être publié (décret n° 2019-1048 du 11 octobre 2019) et est entré en vigueur le **14 octobre 2019** pour ce qui concerne la première mesure, et entrera en vigueur le **1^{er} janvier 2020** s'agissant de la suppression du seuil de 20 salariés.

EIRL. - Pour **améliorer l'attractivité de l'entreprise individuelle à responsabilité limitée**, la loi PACTE a simplifié les formalités liées au patrimoine d'affectation. Un décret du 25 septembre, entré en vigueur le **1^{er} octobre**, est venu modifier les dispositions réglementaires du Code de commerce en la matière.

On rappelle que la loi PACTE a prévu :

- lors de la création d'une EIRL, la suppression de l'obligation de déposer sur un registre de publicité légale (le registre du commerce et des sociétés pour les commerçants par exemple) une **déclaration d'affectation des biens** accompagnée de certains documents à peine d'irrecevabilité. Cette déclaration a été remplacée par un **simple état descriptif** si des éléments sont effectivement affectés au patrimoine professionnel ;
Il est désormais possible d'immatriculer une EIRL avec un patrimoine affecté ayant une valeur nulle.
- la suppression de l'**obligation de faire évaluer les biens en nature affectés** au patrimoine de l'EIRL et dont la valeur est supérieure à **30 000 €** ;
Cette mesure permettra de réduire les coûts à la constitution de l'entreprise.
- la possibilité de **procéder au retrait de biens affectés**.
Il est expressément reconnu à l'EIRL la faculté de retirer des biens affectés postérieurement à la constitution du patrimoine affecté. Jusqu'à l'adoption de la loi PACTE, le code de commerce était muet sur ce point. Le retrait est désormais autorisé pour les seuls biens, droits, obligations ou sûretés utilisés pour l'exercice de l'activité professionnelle, à l'exception de ceux nécessaires à cette activité (fonds de commerce, clientèle ou patientèle, matériel spécifique par exemple).

Source : L. n° 2019-486, 22 mai 2019, art. 7, 8 et 11 ; D. n° 2019-1048, 11 oct. 2019 : JO 13 oct. 2019 ; D. n° 2019-987, 25 sept. 2019 ; A. n° ECOI1926180A, 25 sept. 2019 : JO 27 sept. 2019

IMMATRICULATION AU RCS

Kbis numérique gratuit pour les chefs d'entreprise

Alors que la loi PACTE prévoit la création d'un registre général dématérialisé des entreprises, les greffiers des tribunaux de commerce ont choisi de consacrer leur 131ème congrès national au centenaire du **registre du commerce et des sociétés**. Le Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce a appelé à puiser dans les atouts du RCS pour bâtir le futur registre général, et annoncé que **les chefs d'entreprise peuvent désormais accéder gratuitement et en illimité à leur Kbis numérique**.

Identité numérique et mise à disposition gratuite du Kbis numérique. - Depuis le mois d'avril, les greffiers des tribunaux de commerce délivrent gratuitement à tout entrepreneur enregistré au RCS une identité numérique personnelle, « MonIdenum », qui lui permettra à terme d'effectuer ses formalités **sans avoir de pièces d'identité à fournir**.

Les greffiers des tribunaux de commerce s'étaient en outre engagés auprès du ministre de l'Economie Bruno Le Maire à offrir à tous les chefs d'entreprise un accès en ligne gratuit et illimité à leur Kbis numérique. C'est désormais chose faite. Grâce à la mobilisation de son GIE Infogreffe, la profession a pu développer en quelques mois un espace en ligne (monidenum.fr) permettant au chef d'entreprise d'obtenir son **Kbis numérique en quelques clics**. Chaque dirigeant se connecte en toute sécurité à son espace personnel grâce à son identité numérique MonIdenum. A la clé, des démarches facilitées et sécurisées.

Des propositions concrètes pour faciliter la création d'entreprise. - Les greffiers des tribunaux de commerce confirment leur volonté de mettre leur expertise au service du déploiement du futur registre général des entreprises et de l'organisme unique.

Dans ce cadre, le Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce a formulé plusieurs propositions visant à libérer le potentiel entrepreneurial français, telles que :

- la suppression de l'obligation de fournir un justificatif d'identité lors de l'immatriculation d'une entreprise ;
- la mise à disposition gratuite de statuts-types à jour de la réglementation ;
- la domiciliation du siège social de l'entreprise en ligne lors de l'immatriculation ;
- le dépôt sans frais du capital social directement au greffe lors de l'immatriculation.

Ces propositions ont été soumises à la mission interministérielle chargée de la mise en œuvre de la loi PACTE.

Source : CNGTC, communiqué 4 oct. 2019

PRATIQUE PROFESSIONNELLE

BÂTIMENT

Rentrée 2019 : 3 nouvelles aides sont proposées aux particuliers pour réaliser des travaux dans leurs logements

Depuis le 19 septembre 2019, Action Logement propose 3 nouvelles aides aux particuliers sous conditions, notamment de revenus :

- l'**aide à l'adaptation du logement au vieillissement** : jusqu'à 5 000 € pour aménager la salle de bain et gagner en autonomie ;
- l'**aide à la mobilité** : 1 000 € pour déménager en cas de changement de lieu de travail ;
- l'**aide aux travaux de rénovation énergétique** : jusqu'à 20 000 € pour réduire sa consommation d'énergie et valoriser son bien immobilier.

Action Logement gère la Participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC).

Pour plus d'informations sur ces nouvelles aides et notamment leurs conditions d'attribution : V. <https://www.actionlogement.fr/rentree-2019-3-nouvelles-solutions-pour-vous-et-votre-logement>

Source : Action Logement, Actualité du 13 sept. 2019

COIFFURE

Les chiffres-clés de la profession en 2018

L'Union Nationale des Entreprises de Coiffure (« UNEC ») a publié les chiffres-clés pour 2018 de la profession. Fin 2018, le secteur compte **85 192 établissements** et **179 743 actifs**. Parmi les salons, **les indépendants représentent près de 90 %** du nombre d'établissements. Les entreprises travaillant sous **franchise ou licence** représentent entre 25 et 30 % du chiffre d'affaires du secteur. Plus du tiers des établissements sont concentrés en Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et PACA.

Pour consulter l'étude complète : V. <https://unec.fr/wp-content/uploads/2019/09/chiffres-cles-coiffure-2019.pdf>

Source : www.unec.fr, 1^{er} août 2019

MÉTIERS DU PAYSAGE

Un site dédié aux métiers du paysage

L'Union des Entreprises du Paysage (« UNEP ») a mis en ligne un nouveau site internet dédié aux métiers du paysage : www.lesmetiersdupaysage.fr
L'objectif de ce site est de valoriser la richesse des métiers du paysage en faisant découvrir les différents métiers (construction paysagère / création et aménagement / soin et entretien), les qualités professionnelles et humaines requises, le cursus de formation et les perspectives d'évolution.

Source : Val'hor, Actualité du 16 sept. 2019

TAXIS ET VTC

Les comptes des transports en 2018

Le 56^e rapport de la Commission des comptes des transports de la Nation dresse un **panorama des transports** en 2018, marqué par la poursuite de la **hausse des prix des carburants** et les **grèves** du 2^{ème} trimestre dans le transport ferroviaire.

Les émissions de gaz à effets de serre des transports diminuent en 2018 après trois années consécutives de hausse du fait de l'amélioration des **performances énergétiques des véhicules** et de la stabilisation de la circulation en véhicules particuliers.

Le **transport de marchandises** est en hausse, porté par la croissance du transport routier, mais ralentit. Le transport intérieur de **voyageurs** baisse légèrement. Cette baisse est principalement due au transport ferroviaire.

Les dépenses publiques liées au transport progressent du fait de la forte hausse des investissements.

Pour plus d'informations, V. <https://bit.ly/31foUP>

Le rapport complet peut être téléchargé à l'adresse suivante : <https://bit.ly/2IRX6uy>

Source : Min. de la Transition Ecologique, Rapp. août 2019

TEXTILE – MODE – CUIR

Transformation numérique des TPE-PME 2016-2019 : bilan des actions

L'accord-cadre national « EDEC » (Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences) signé en novembre 2016 par le Ministre du Travail a permis la mise en place pour la période 2016-2019 d'actions pour la transformation numérique des TPE-PME du secteur Textiles-Mode-Cuirs.

L'accord-cadre avait été signé par les huit branches professionnelles de la filière - Textile, Habillement, Couture, Tanneries/Mégisseries, Chaussure, Maroquinerie, Services textiles et Pressings/Blanchisseries - le Ministère du Travail représenté par la Délégation professionnelle à l'Emploi et à la Formation professionnelle (DGEFP), et Opcalia en tant qu'organisme relais. Cet accord-cadre répond aux enjeux majeurs pour la filière, composée de 8 000 entreprises (dont 93 % de moins de 50 salariés) et 170 000 salariés.

Au cours des 2 années et demie de déploiement de l'EDEC, 10 actions expérimentales ont été menées par les entreprises, les branches professionnelles et le ministère du Travail pour :

- Identifier les compétences nécessaires à l'appropriation du numérique par les entreprises.
- Intégrer des outils et usages numériques dans les processus RH de l'entreprise : du recrutement à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), en passant par la certification de nouvelles compétences et la transmission des savoir-faire.

Le bilan final présente l'ensemble des actions, des objectifs aux résultats finaux, avec des enseignements à tirer pour chacune des actions. Il peut être consulté à l'adresse suivante : <https://bit.ly/32tqJda>

Source : Observatoire des métiers textiles, mode, cuirs, Publication du 27 sept. 2019

ÉCHÉANCIER DU MOIS DE NOVEMBRE 2019 (PROFESSIONNELS EMPLOYANT MOINS DE 10 SALARIÉS)

OBLIGATIONS FISCALES

Jeudi 14 novembre 2019

Personnes physiques ou morales intervenant dans le commerce intracommunautaire

- Dépôt de la **déclaration des échanges de biens (DEB)** entre États membres de l'Union européenne au titre des opérations effectuées en octobre 2019 auprès du service des douanes.
- Dépôt de la **déclaration européenne des services (DES)** au titre des prestations de service réalisées en octobre 2019 en utilisant le téléservice DES, sauf pour les prestataires bénéficiant du régime de la franchise en base qui peuvent opter pour la déclaration sous format papier auprès du service des douanes.

Nouveau : Les téléservices DEB et DES sont accessibles sur le nouveau site sécurisé de la Douane : <https://www.douane.gouv.fr/service-en-ligne/>

Vendredi 15 novembre 2019

Employeurs redevables de la taxe sur les salaires

Télépaiement de la taxe sur les salaires versés en **octobre 2019** si le montant de la taxe acquittée en 2018 excède 10 000 €.

Les employeurs dont le chiffre d'affaires HT de l'année 2018 n'a pas excédé les limites d'application de la franchise en base de TVA sont exonérés de la taxe sur les salaires pour les rémunérations versées en 2019.

La taxe sur les salaires doit obligatoirement être payée par télépaiement par les entreprises, quels que soient le montant de leur chiffre d'affaires, de l'impôt à verser et l'impôt sur les bénéfices dont elles relèvent (impôt sur les sociétés ou impôt sur le revenu) (CGI, art. 1681 quinquies, 4 et 1681 septies, 5).

Redevables de la taxe d'habitation et de la contribution à l'audiovisuel public

Paiement de la taxe d'habitation/contribution à l'audiovisuel public pour les contribuables n'utilisant pas un moyen de paiement dématérialisé (paiement direct en ligne sur internet, smartphone ou tablette, prélèvement à l'échéance ou mensuel).

Le délai est reporté au 20 novembre minuit en cas de paiement en ligne, le prélèvement étant réalisé sur le compte bancaire à compter du 25 novembre.

Samedi 30 novembre 2019

Ce délai est reporté au lundi 2 décembre ou au mardi 3 décembre en cas de fermeture des services fiscaux le lundi.

Redevables de la cotisation foncière des entreprises (CFE)

Adhésion au prélèvement à l'échéance du solde de CFE pour les redevables qui ne sont pas déjà prélevés mensuellement ou à l'échéance.

Entreprises bénéficiant du régime de la franchise en base de TVA

Option pour le paiement de la taxe à compter du mois de novembre 2019.

Contribuables redevables de la taxe d'habitation/contribution à l'audiovisuel public

Demande d'adhésion au prélèvement à l'échéance.

Les contribuables peuvent demander le prélèvement à l'échéance de leur taxe d'habitation/contribution à l'audiovisuel public soit par internet, soit auprès de leur Centre Prélèvement Service (centre des finances publiques pour les départements de la Guadeloupe, Martinique et Guyane). La somme sera prélevée sur leur compte bancaire le 27 décembre.

Date variable

Redevables de la TVA et des taxes assimilées

- **Redevables relevant du régime réel normal** (entre le 15 et le 24 novembre) :
 - **Régime de droit commun** : déclaration CA 3 et paiement des taxes afférentes aux opérations du mois d'octobre 2019 ;
 - **Régime des acomptes provisionnels** : paiement de l'acompte relatif aux opérations du mois de d'octobre 2019 ; déclaration et régularisations relatives aux opérations du mois de septembre 2019.

L'ensemble des entreprises ont l'obligation de télédéclarer et téléréglé la TVA.

- **Redevables relevant du régime simplifié ayant opté pour le régime du mini-réel** (mesure réservée aux titulaires de BIC, les BNC en sont exclus) : déclaration CA 3 et télépaiement des taxes afférentes aux opérations du mois d'octobre 2019.

- **Redevables ayant droit à un remboursement mensuel de la TVA déductible non imputable** : dépôt de l'imprimé n° 3519 dans le cadre de la procédure générale de remboursement de crédit de taxe (*cadres I, II et III*), en même temps que la déclaration CA3 du mois d'octobre 2019.

Tous les contribuables

Paiement des impôts directs (impôt sur le revenu, IFI, impôts locaux...) mis en recouvrement entre le 15 septembre et le 15 octobre 2019.

Propriétaires d'immeubles

Déclaration, dans un délai de 90 jours à compter de leur réalisation définitive ou, à défaut, de leur acquisition, des constructions nouvelles et des changements de consistance ou d'affectation des propriétés bâties et non bâties réalisés en août 2019 sous peine, notamment, de la perte totale ou partielle des exonérations temporaires de taxe foncière.

*La même obligation s'impose en cas de changement d'utilisation des locaux professionnels. Les propriétaires de ces locaux doivent utiliser un imprimé conforme au modèle CERFA n° 14248*03 en cas de création, de changement de consistance, d'affectation ou d'utilisation des locaux depuis le 1^{er} janvier 2013.*

OBLIGATIONS SOCIALES

Vendredi 1^{er} novembre 2019

Lorsque la date limite tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié, certains organismes sociaux peuvent accorder un report de délai jusqu'au jour ouvrable suivant.

Travailleurs indépendants

Entrée en vigueur du dispositif d'indemnisation au titre de l'assurance chômage pour les indépendants concernés.

Pôle Emploi peut verser une allocation spécifique aux travailleurs indépendants qui cessent leur activité et dont l'entreprise fait l'objet d'un jugement d'ouverture de liquidation judiciaire prononcé ou d'une procédure de redressement judiciaire engagée à compter de cette date.

Mardi 5 novembre 2019

Travailleurs indépendants

Païement par prélèvement de la **fraction mensuelle** des cotisations provisionnelles exigibles.

Le travailleur indépendant a le choix de la date d'exigibilité de ses prélèvements mensuels : soit le 5, soit le 20 de chaque mois.

Vendredi 15 novembre 2019

Employeurs de moins de 50 salariés, quelle que soit la date de versement des salaires du mois (sauf employeurs de plus de 9 salariés pratiquant déjà le décalage de paie au 24 novembre 2016)

- **Païement (URSSAF) des cotisations de sécurité sociale, des cotisations d'assurance chômage et FNGS, de la CSG, de la CRDS, du FNAL et du versement transport dus sur les salaires du mois d'octobre.**

En principe, les employeurs de moins de 11 salariés sont tenus de verser mensuellement les cotisations. Toutefois, ils peuvent opter pour le paiement trimestriel des cotisations s'ils en ont informé l'organisme avant le 31 décembre ou lors de l'emploi de leur premier salarié (CSS, art. R. 243-6-1). Dans ce cas, les cotisations et contributions dues au titre d'un trimestre T sont exigibles le 15 du 1^{er} mois du trimestre T+1.

- **Transmission de la DSN relative aux rémunérations versées au cours du mois d'octobre, y compris aux éléments nécessaires au règlement du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu.**

Les employeurs ayant opté pour le paiement trimestriel des cotisations sont tenus de transmettre les DSN mensuellement, le 15 du mois M+1.

Employeurs de plus de 9 et moins de 50 salariés pratiquant déjà le décalage de paie au 24 novembre 2016 et versant les salaires du mois après le 10 du mois suivant

Transmission de la DSN relative aux rémunérations du mois d'octobre, versées après le 10 novembre.

Mercredi 20 novembre 2019

Travailleurs indépendants

Païement par prélèvement de la **fraction mensuelle** des cotisations provisionnelles exigibles.

Le travailleur indépendant a le choix de la date d'exigibilité de ses prélèvements mensuels : soit le 5, soit le 20 de chaque mois.

Lundi 25 novembre 2019

Tous employeurs

Date limite de paiement des cotisations de retraite complémentaire obligatoire exigibles au titre des rémunérations de la période d'emploi du mois d'octobre aux **caisses de retraite AGIRC-ARRCO**.

A compter de 2019, ces cotisations sont dues au plus tard le 25 du mois, sauf pour les entreprises de moins de 11 salariés qui ont opté pour une exigibilité trimestrielle.

Employeurs occupant plus de 9 et moins de 50 salariés pratiquant déjà le décalage de paie au 24 novembre 2016 et versant les salaires du mois après le 10 du mois suivant

Païement (URSSAF) des cotisations de sécurité sociale, des cotisations d'assurance chômage et FNGS, de la CSG, de la CRDS, du FNAL et du versement transport dus sur les salaires du mois d'octobre (versés après le 10 novembre).

Pour les périodes de travail accomplies en 2019, les cotisations et contributions sociales dues par ces employeurs sont exigibles le 25 du mois M+1 (en application du calendrier transitoire fixé pour la période 2018-2020).

Samedi 30 novembre 2019

Lorsque la date limite tombe un samedi, un dimanche ou un jour férié, certains organismes sociaux peuvent accorder un report de délai jusqu'au jour ouvrable suivant.

Micro-entrepreneurs

Déclaration du chiffre d'affaires réalisé au titre du **mois d'octobre** par les micro-entrepreneurs soumis au régime micro-social ayant opté pour la déclaration mensuelle, et paiement des cotisations correspondantes.

Nouveau : La déclaration et le paiement des cotisations se font désormais sur le site www.autoentrepreneur.urssaf.fr

Employeurs soumis à la tarification AT-MP collective ou mixte

Date limite de la demande de bénéfice du taux de cotisation AT-MP « fonctions supports » à la CARSAT (ou Cramif, CGSS) pour les employeurs en tarification collective (moins de 20 salariés) ou mixte (de 20 à moins de 150 salariés).

DATE VARIABLE**Employeurs non soumis à la DSN**

Envoi d'un exemplaire des attestations d'assurance chômage (attestation Pôle emploi) délivrées à l'occasion de toute rupture d'un contrat de travail (Centre de traitement, B.P. 80069, 77213 AVON Cedex).

Les employeurs recourant à la DSN procèdent à la transmission des attestations d'employeurs destinées à Pôle emploi via cette déclaration, par l'émission d'un signalement de fin de contrat de travail à délivrer normalement dans les 5 jours ouvrés suivant la fin du contrat.